

Responsabilité Sociale en tant que Vecteur de Durabilité au sein des Coopératives Rurales au Bénin

Social responsibility as a Vector of Sustainability within Rural Cooperatives in Benin

Zinsou Daniel NAKOU ^{1,*}, Serge Francis SIMEN NANA ²

¹ Université Cheikh Anta Diop de Dakar (Sénégal) (Zinsoudanielnakou@mail.com)

² Université Cheikh Anta Diop de Dakar (Sénégal) (Serge.simen@mail.com)

Date de réception : 30/09/2024 ; Date d'acceptation : 20/03/2025 ; Date de publication : 25/07/2025

Résumé : Cette recherche vise à élaborer un modèle pour encourager la durabilité chez les agriculteurs en intégrant la responsabilité sociale au sein des coopératives rurales au Bénin. Une méthodologie quantitative, exploratoire et confirmatoire, a été utilisée pour analyser des données recueillies auprès de 358 membres de sept coopératives. Les résultats montrent que la dépendance des coopératives envers le gouvernement est un facteur déterminant pour adopter un comportement socialement responsable. De plus, un manque de pression gouvernementale peut constituer un obstacle à leur engagement dans des programmes de responsabilité sociale. Cet article souligne l'importance de la confiance à long terme et de la coopération entre les coopératives rurales et les agriculteurs pour intégrer la responsabilité sociale dans ces structures. Pour que cette collaboration soit efficace, il est crucial que les besoins des agriculteurs soient au cœur des stratégies des coopératives rurales. Le modèle proposé met en avant la nécessité d'une co-crédation de valeur entre les acteurs clés, notamment le gouvernement, les coopératives rurales et les agriculteurs, qui doivent unir leurs ressources pour renforcer la responsabilité sociale et construire un avenir durable.

Mots-clés : Responsabilité Sociale ; Durabilité ; Coopératives Rurales ; Agriculteurs ; Bénin.

Codes de classification Jel : C71 ; J54 ; M14 ; O18 ; P13 ; Q13 ; Q56 ; R51

Abstract: This research aims to develop a model to encourage sustainability among farmers by integrating social responsibility within rural cooperatives in Benin. A quantitative, exploratory, and confirmatory methodology was used to analyze data collected from 358 members of seven cooperatives. The results show that the cooperatives' dependence on the government is a determining factor in adopting socially responsible behavior. Furthermore, a lack of government pressure can be an obstacle to their commitment to social responsibility programs. This article highlights the importance of long-term trust and cooperation between rural cooperatives and farmers to integrate social responsibility into these structures. For this collaboration to be effective, it is crucial that the needs of farmers are at the heart of the strategies of rural cooperatives. The proposed model emphasizes the necessity of co-creating value among key stakeholders, including the government, rural cooperatives, and farmers, who must unite their resources to strengthen social responsibility and build a sustainable future.

Keywords: Social Responsibility ; Sustainability ; Rural Cooperatives ; Farmers ; Benin.

Jel Classification Codes : C71 ; J54 ; M14 ; O18 ; P13 ; Q13 ; Q56 ; R51

* Auteur correspondant.

I- Introduction :

Le secteur agricole est confronté à des enjeux de durabilité qui préoccupent de plus en plus les autorités et les citoyens, notamment en Afrique où le développement durable est un défi majeur (Valiogoue, 2023, p.25). L'agriculture, en tant que secteur clé, est essentielle pour atteindre cet objectif. Il est donc crucial de promouvoir une agriculture durable et résiliente pour favoriser le développement durable sur le continent. L'intégration de l'agriculture dans les initiatives de développement en Afrique peut favoriser une transformation économique inclusive, tout en préservant les ressources naturelles et en améliorant la sécurité alimentaire et la lutte contre la pauvreté. Cependant, au Bénin, la quête d'optimisation des profits et de la productivité par les agriculteurs a entraîné une dégradation environnementale préoccupante (Zhang et Zeng, 2021). Le Bénin se classe au 157^{ème} rang sur 180 pays en matière de performance environnementale (Ebadi et al., 2018). Pour améliorer cette situation, il est crucial de soutenir l'agriculture et les initiatives de durabilité dans les communautés rurales, notamment par le biais des coopératives rurales (Gonzalez, 2017 ; Luo et al., 2020). Celles-ci jouent un rôle essentiel en promouvant des stratégies qui favorisent non seulement la création d'emplois, mais aussi le développement économique des membres, tout en intégrant des considérations socioculturelles et environnementales (Bilewicz et Śpiewak, 2019). Les coopératives rurales au Bénin jouent un rôle clé dans les décisions locales, la définition des droits de propriété et la promotion de pratiques de consommation responsables. Cependant, elles n'ont pas toujours réussi à atteindre leurs objectifs en matière de durabilité dans les communautés agricoles, en raison de l'absence de mandats légaux et d'un faible engagement envers la protection de l'environnement (Salehi et al., 2021). L'intégration de la responsabilité sociale des entreprises (RSE) dans les coopératives rurales est cruciale pour améliorer leurs initiatives de durabilité dans les communautés rurales et influencer positivement le comportement des agriculteurs (Gordon et al., 2012 ; Lagoudis et Shakri, 2015 ; Bohas et Poussing, 2016). La RSE implique un engagement à respecter des responsabilités économiques, sociales et environnementales (Ntim et Soobaroyen, 2013), englobant des obligations éthiques et juridiques envers les acteurs clés (Ntim et Soobaroyen, 2013 ; Weerts et Sandmann, 2010). En adoptant la RSE et en visant des objectifs de durabilité, les coopératives peuvent faire face aux défis environnementaux, renforcer la confiance des parties prenantes et améliorer la sérénité des communautés rurales (Hiswåls, et al., 2020 ; Romani et al., 2016 ; Fernández-Guadano et Sarria-Pedroza, 2018).

Peu d'études ont évalué les coopératives rurales, malgré une bonne connaissance des entreprises commerciales. Ces coopératives devraient promouvoir le développement durable en engageant directement les parties prenantes, notamment les agriculteurs. Il est essentiel de créer un modèle intégrant la responsabilité sociétale des entreprises (RSE) pour renforcer le rôle des communautés rurales, des gestionnaires et des organismes gouvernementaux dans les initiatives de durabilité. Au Bénin, les coopératives rurales souffrent d'un manque de modèle adéquat, ce qui les amène à négliger la RSE et à afficher des performances faibles. Elles peinent à respecter leurs obligations légales envers les communautés locales et à progresser vers un avenir durable. Pour remédier à cette situation, la théorie des parties prenantes (TPP) est proposée pour identifier les facteurs clés influençant la RSE dans ce contexte. La question centrale de l'étude est donc : Comment intégrer la responsabilité sociale dans la durabilité des coopératives rurales au Bénin ? Pour aborder cette question, nous commençons par résumer les résultats des recherches antérieures en lien avec notre problématique. Nous détaillons ensuite la méthodologie adoptée pour réaliser cette étude. Enfin, nous présentons les résultats obtenus et les analysons à la lumière des travaux précédents, dans le but de mettre en évidence les implications de notre recherche.

I.1. RSE et confiance des agriculteurs envers les coopératives rurales

La théorie des parties prenantes (TPP) examine les enjeux économiques et sociaux liés aux décisions stratégiques des organisations, en mettant en lumière les complexités internes et externes, telles que les responsabilités sociales et la rentabilité. Elle postule qu'une entreprise doit impliquer des parties prenantes internes et externes, aux besoins et valeurs variés, pour atteindre ses objectifs (Harrison et al., 2015 ; Waheed, et al., 2020). Ces différences peuvent influencer les niveaux de coopération entre les groupes de parties prenantes et l'entreprise,

favorisant ainsi l'atteinte d'objectifs communs (Rupp et al., 2018). Certaines parties prenantes nécessitent un soutien accru des entreprises pour s'engager dans leurs processus et atteindre leurs objectifs. Les dirigeants et employés des coopératives rurales, par exemple, sont souvent reconnus pour leur rôle central, ce qui les incite à participer aux initiatives de responsabilité sociale (Charan et Murty, 2018 ; Souza, et al., 2022 ; Jiao et al., 2020 ; Kitsis et Chen, 2021). En revanche, les parties prenantes secondaires, comme les agriculteurs et les membres de la communauté rurale, qui n'ont pas un accès direct aux ressources de l'entreprise, sont moins susceptibles de s'engager (Souza, et al., 2022). Les entreprises coopératives rurales doivent impliquer à la fois les parties prenantes principales et secondaires pour intégrer efficacement la responsabilité sociale dans leurs structures. Cela les aide à atténuer les risques liés aux incertitudes environnementales, souvent perçues comme un obstacle à leur engagement en matière de RSE (Aarikka-Stenroos et Jaakkola, 2012). Pour y parvenir, elles peuvent organiser des initiatives telles que le parrainage d'événements locaux, le soutien à des projets communautaires et la collaboration avec des organisations locales. En s'engageant dans la communauté, les coopératives renforcent leurs liens avec les personnes qu'elles servent et montrent leur engagement envers la sérénité collective (Geraci, et al., 2022). Les coopératives, en adoptant des principes éthiques, peuvent établir un climat de confiance et devenir des leaders dans leur secteur, ce qui favorise l'engagement à long terme des parties prenantes, comme les agriculteurs et les communautés rurales (Gava, et al., 2021 ; Liu et Wu, 2022 ; Mahazril'Aini et al., 2012). Renforcer cette confiance et encourager la participation durable dans la RSE est perçu comme un moyen pour les entreprises d'agir de manière responsable sur les plans social, politique, juridique et éthique (Devinney et Schwalbach, 2013 ; Tuominen et al., 2017). La RSE démontre comment les entreprises peuvent contribuer à la sérénité de leurs parties prenantes et de la société dans son ensemble (Fernández-Guadano et Sarria-Pedroza, 2018). Les organisations coopératives rurales doivent d'abord cerner les besoins et attentes de leurs acteurs clés avant d'initier des actions de responsabilité sociale. En comprenant ces attentes et en s'engageant dans des initiatives adaptées, comme des activités communautaires, elles renforcent la loyauté de leurs parties prenantes (Islam, et al., 2021 ; Karim et Rabiul, 2022 ; Leclercq-Machado et al., 2022 ; Shnyder et Van Rijnsoever, 2018). Cela montre que l'entreprise prend en compte leurs préoccupations, établissant ainsi une relation de confiance essentielle pour réduire les tensions et maintenir de bonnes relations. De nombreuses études indiquent qu'un faible niveau de confiance entre une entreprise et ses acteurs clés peut entraîner une participation limitée et une attitude passive, nuisant ainsi aux résultats des actions de RSE (Behl et al., 2023 ; Oh et al., 2023). La confiance est essentielle pour un comportement éthique et influence fortement la relation entre l'entreprise et ses acteurs clés. De plus, le succès des initiatives RSE est étroitement lié au degré de confiance accordé par les acteurs clés (Adib et al., 2021 ; Dobelet et al., 2014 ; Kim, 2019). En conséquence l'hypothèse H1 postule que la confiance des agriculteurs envers les coopératives rurales est cruciale pour intégrer la RSE au sein de ces organisations.

I.2. RSE et implication des agriculteurs dans les initiatives des coopératives

L'implication des agriculteurs dans les programmes de RSE est désormais considérée comme essentielle pour leur succès. Leur participation, qui était auparavant sous-estimée, est cruciale pour intégrer leurs besoins et conditions de vie dans les initiatives RSE. L'engagement des parties prenantes permet de prendre en compte les préoccupations de tous les acteurs et de s'assurer que leurs valeurs sont respectées dans ces démarches (Beldad et al., 2020). L'implication des agriculteurs dans les initiatives de l'entreprise les transforme en acteurs engagés, alignant leurs objectifs avec ceux de l'entreprise. Cette participation approfondit leur compréhension des activités de l'entreprise, renforçant ainsi leur soutien et promouvant la RSE au sein des coopératives rurales. Cela conduit à la proposition de l'hypothèse H2 qui stipule que la participation des agriculteurs aux programmes des coopératives est cruciale pour améliorer la RSE au sein de ces organisations.

I.3. RSE, engagement et participation des agriculteurs dans des coopératives rurales

L'engagement des parties prenantes (PP) dans les décisions et la collaboration durable avec les entreprises nécessite du temps et des ressources, ce qui limite leur participation aux actions de RSE si leurs besoins ne sont pas clairement pris en compte (Kim, 2019 : Nave et

Ferreira, 2019). Il est essentiel que les entreprises coopératives rurales s'investissent pour répondre aux attentes des agriculteurs et des communautés rurales. Des études montrent que l'attention portée aux besoins des PP et l'utilisation de systèmes d'aide à la décision peuvent renforcer la confiance des PP (Acedo-Carmona et Gomila, 2019 ; Verma et Singh, 2016). La confiance envers l'entreprise est cruciale pour l'engagement des parties prenantes dans les décisions et les programmes de RSE (Ahmad et al., 2020 ; George et al., 2020).

Bien que peu d'études se soient penchées sur ce sujet dans les coopératives rurales, des recherches ont montré que cette confiance joue un rôle médiateur important dans la RSE (George et al., 2020). De plus, il a été observé que les entreprises renforcent cette confiance par un engagement transparent dans les systèmes d'assurance qualité (Kim et Seock, 2019). Ainsi, les hypothèses H3, H4 et H5 sont proposées :

H3 : La participation des coopératives rurales aux initiatives de la durabilité dans les communautés locales est essentielle pour renforcer la confiance des agriculteurs.

H4 : L'engagement des coopératives rurales dans les initiatives de la durabilité dans les communautés locales favorise considérablement la participation des agriculteurs.

H5 : L'augmentation de la confiance des agriculteurs envers les coopératives a un effet positif et significatif sur leur implication dans des initiatives de RSE.

L'intégration de la (RSE) dans les coopératives rurales pour promouvoir des initiatives de la durabilité dans les communautés locales est complexe. Un écart existe entre les intentions des entreprises et la mise en œuvre des initiatives éthiques. De plus, bien que les agriculteurs soient motivés, leur engagement dans les décisions nécessite des investissements en temps et en ressources financières. Ainsi, divers facteurs peuvent influencer à la fois les entreprises et les agriculteurs, chacun ayant ses propres enjeux. Des recherches montrent que divers facteurs contextuels, tels que la taille de l'entreprise, son interdépendance avec d'autres sociétés, le soutien des autorités publiques, la diversité de ses activités et performances, ainsi que la composition de son conseil d'administration en termes de sexe et de formation, influencent son engagement dans des activités communautaires à portée éthique (Beji et al., 2021 ; Blombäck et Wigren, 2009 ; Harjoto et Laksmana, 2015 ; Joubert, 2021 ; Udayasankar, 2008). L'engagement des PP externes est influencé par divers facteurs tels que les avantages perçus, la sérénité des agriculteurs, la nature de l'engagement, le sexe, le niveau d'éducation et les connaissances (Kim, 2019 ; Koch et al., 2019 ; Yoo, 2023). Comprendre ces éléments est crucial pour renforcer la RSE. Bien que des aspects comme l'interdépendance entre entreprises et les approbations gouvernementales soient importants, ils n'ont pas été suffisamment explorés par les chercheurs. L'analyse actuelle est limitée, notamment en ce qui concerne la sérénité des acteurs clés, qui est essentiel pour leur engagement dans les actions de RSE. Ce sujet, souvent négligé, sera examiné plus en détail par la suite.

I.4. Importance de RSE et contribution des coopératives rurales à des actions éthiques

Les entreprises adoptent des actions éthiques, souvent axées sur la communauté, pour diverses raisons, notamment des actions humanitaires et le soutien à des objectifs collectifs. Ces actions visent à améliorer l'image de l'entreprise, à répondre aux attentes des acteurs clés, à se conformer aux normes, à éviter des problèmes juridiques et à motiver les employés (Grimstad et al., 2020 ; Petrenko et al., 2016 ; Santos, 2011). Ainsi, les entreprises intègrent souvent des politiques de RSE principalement pour protéger leur réputation ou en réponse à des pressions externes. Les petites et moyennes entreprises, comme les coopératives rurales, sont peu enclines à adopter des politiques de RSE sans pressions externes suffisantes (Hsu et Cheng, 2012). L'engagement d'organisations civiles et d'acteurs gouvernementaux peut rééquilibrer les pouvoirs entre entreprises et communautés, incitant ainsi les entreprises à s'impliquer dans des activités communautaires à portée éthique. Cela peut améliorer la perception de la justice sociale parmi les parties prenantes externes (Almatrooshi et al., 2018 ; Hofman et al., 2017 ; Jha et Aggrawal, 2020).

De nombreuses recherches indiquent qu'un pouvoir institutionnel gouvernemental adéquat et des pressions normatives favorisent les actions environnementales et sociales des entreprises (Almatrooshi et al., 2018 ; Jha et Aggrawal, 2020). Hofman et al. (2017). Hofman et al. (2017) ont identifié deux modèles de RSE en Chine : l'un pour les petites et moyennes entreprises familiales, qui se concentre sur la construction de la réputation, et l'autre pour les grandes entreprises sous contrôle étatique, influencées par les politiques gouvernementales. Jha

et Aggrawal (2020) ont également noté que les pressions de la communauté locale, des autorités et des médias sont cruciales pour l'engagement des entreprises dans ces actions. Almatrooshi et Hussain (2018) soulignent que les politiques publiques peuvent renforcer la RSE, mais la dynamique entre entreprises, gouvernement et société civile peut freiner l'engagement des entreprises dans des initiatives communautaires. Les entreprises et les gouvernements cherchent à équilibrer leur pouvoir, laissant souvent la société vulnérable aux décisions de ces deux acteurs (Hofman et al., 2017 ; Liu et al., 2021). La relation entre la dépendance des entreprises vis-à-vis du gouvernement et l'application de la RSE est complexe et contextuelle (Liu et al., 2021). Cette recherche souligne que le soutien des politiques gouvernementales aux initiatives communautaires incite les entreprises à s'engager davantage dans ces actions. Elle propose l'hypothèse H6, qui stipule que la dépendance des entreprises envers le gouvernement et les institutions sociales a un impact significatif sur la relation entre leur engagement dans les activités communautaires à portée éthique et leur responsabilité sociale.

I.5. Sérénité des acteurs clés et participation à la RSE

L'engagement communautaire est crucial pour la gestion des programmes de développement, car une collaboration active lors de leur conception facilite la collecte de données, améliore la coordination, favorise la paix et crée des synergies entre les acteurs clés. Cependant, des études montrent que les différentes formes de participation peuvent affecter l'engagement des parties prenantes dans les actions de RSE (Campling et al., 2021 ; Driessen et al., 2010). Ces acteurs clés sont plus enclins à s'investir dans des programmes qui leur offrent des avantages significatifs en fonction du temps et des efforts investis (Chapman et al., 2019). Fang et al. (2023) ont constaté que les parties prenantes préfèrent s'engager dans des activités nécessitant du temps plutôt que des ressources financières, et que leur participation diminue lorsque les coûts monétaires augmentent. Cependant, selon la théorie de Maslow, cette tendance peut varier en fonction des besoins des individus. Leur niveau de bien-être et leur satisfaction des besoins fondamentaux peuvent influencer leur engagement envers la responsabilité sociétale des entreprises (RSE), notamment en quête de reconnaissance sociale. L'implication des agriculteurs dans les actions de RSE dépend de leur sérénité financière. Ainsi, l'hypothèse H7 suggère qu'une amélioration de leur situation financière encourage leur engagement dans ces programmes.

I.6. RSE et activités axées sur la durabilité

Il est difficile d'évaluer l'intégration de la responsabilité sociale et du développement durable dans les coopératives rurales. Cependant, des recherches antérieures montrent que cette intégration peut réduire les impacts environnementaux négatifs, améliorer les résultats sociaux, et renforcer les performances financières et organisationnelles (Ntim et Soobaroyen, 2013 ; Weerts et Sandmann, 2010 ; Yong et Pearce, 2013). De plus, des actions de RSE impliquant la participation communautaire peuvent sensibiliser la population aux enjeux environnementaux et contribuer à la réduction des émissions de gaz à effet de serre (Gordon et al., 2012). D'après Lagoudis et Shakri (2015), leur modèle conceptuel indique que les entreprises doivent adopter des initiatives de responsabilité sociétale des entreprises (RSE) afin de diminuer les émissions de gaz à effet de serre et de favoriser des comportements écologiques parmi leurs employés. Cela contribue à renforcer la sensibilisation environnementale et, par conséquent, à inciter à des comportements respectueux de l'environnement. Par ailleurs, des recherches menées par Hens et al. (2018), Bohas et Poussing (2016), ainsi que Vanalle et al. (2017) ont mis en évidence une corrélation positive et significative entre l'intégration d'activités de responsabilité sociale au sein des organisations et les attitudes des employés ainsi que celles de la société (Hens et al., 2018 ; Bohas et Poussing, 2016 ; Vanalle et al., 2017). Ainsi, les hypothèses H8 et H9 sont formulées comme suit :

H8 : L'engagement des coopératives rurales dans des actions environnementales a un impact positif et significatif sur la RSE.

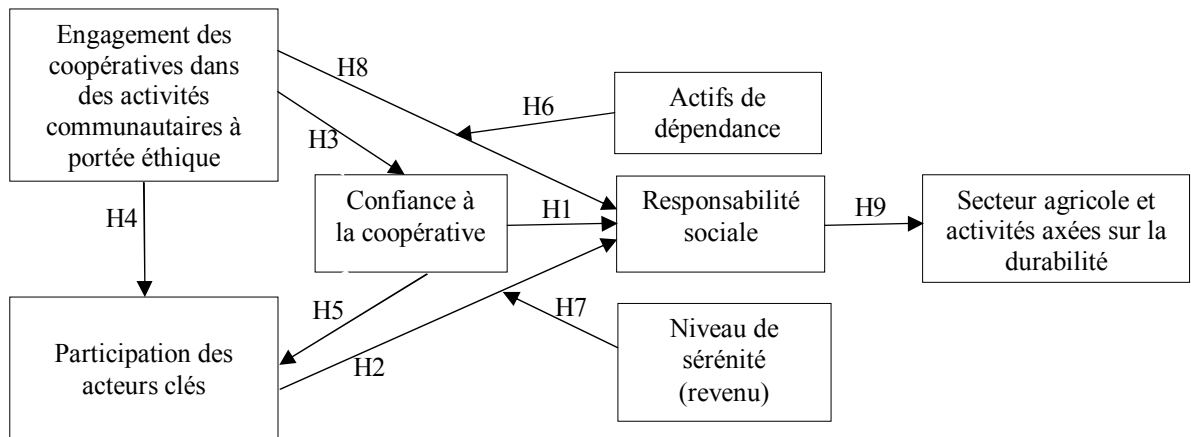
H9 : La RSE a un impact important et bénéfique sur les initiatives orientées vers la durabilité.

L'intégration de la RSE dans les coopératives rurales repose sur la co-crédation de valeur entre les acteurs clés. Chaque acteur doit contribuer des ressources pour atteindre des objectifs

communs. Ce processus repose sur plusieurs aspects du soutien aux sociétés coopératives dans le cadre de leurs activités socialement responsables : i) l'aide financière, morale et juridique fournie par le gouvernement pour encourager ces initiatives ; ii) l'engagement des coopératives dans des actions éthiques, notamment en partageant des ressources avec les coopératives rurales ; iii) la confiance des agriculteurs et leur participation aux actions de RSE, tout comme la prise en charge des coûts associés ; iv) les démarches de RSE des coopératives, axées sur leurs responsabilités sociales et des actions orientées vers la durabilité, qui visent à créer une valeur partagée pour toutes les acteurs clés.

L'examen de la littérature a conduit à l'élaboration d'un modèle théorique pour l'étude (Figure 1), illustré par une relation tripartite entre les agriculteurs (parties prenantes externes), les gestionnaires de coopératives (bénéficiaires internes) et l'État.

Figure 1 : Modèle théorique de la recherche



Source : Auteurs

II– Méthodes et Matériels :

Cet article aborde les différentes options méthodologiques disponibles pour cette recherche, en expliquant les raisons qui motivent notre choix. Les justifications fournies permettent de comprendre comment ces choix méthodologiques contribuent à la validité et à la fiabilité de nos résultats obtenus.

II.1. Type de la recherche

Cette recherche adopte une approche quantitative, à la fois exploratoire et confirmatoire, en utilisant les logiciels IBM-SPSS, LISREL et Smart-PLS pour analyser les données. Une analyse factorielle exploratoire (AFE) et une analyse en composantes principales (ACP) ont été réalisées avec la méthode de rotation Varimax afin d'explorer les motivations derrière l'intégration de la responsabilité sociale dans les coopératives rurales. Les résultats incluent les facteurs identifiés, les indicateurs associés et les saturations factorielles correspondantes, présentés dans le Tableau 1. L'Analyse Factorielle Exploratoire (AFE) est utilisée pour identifier les facteurs influençant un phénomène social lorsque le chercheur n'a pas une compréhension complète de ceux-ci (Yong et Pearce, 2013). Elle vise à fournir une vue d'ensemble de ces facteurs. Par la suite, un cadre conceptuel est validé expérimentalement à l'aide d'un modèle d'équation structurelle (SEM), qui se déroule en deux étapes : la vérification de la validité des indicateurs via l'Analyse Factorielle Confirmatoire (CFA) et l'étude des relations causales entre les variables latentes (Tsai et Cheng, 2010). Plusieurs critères, tels que la fiabilité combinée et la variance moyenne extraite, sont analysés lors de cette validation.

Tableau 1 : Résultats de l'AFE liés aux motivations RSE

Facteurs	Items	Chargement du facteur
Engagement des coopératives rurales dans les activités communautaires à portée éthique	Organiser des cérémonies de célébrations et de naissances mettant l'accent sur les questions de développement durable	0, 83
	Organiser des concours et des festivals locaux dans le but de protéger l'environnement	0, 79
	Tenir des réunions, des rassemblements et des conférences périodiques autour des questions de développement durable.	0, 78
	Éducation et sensibilisation aux enjeux sociaux, économiques et environnementaux à travers des médias audio et vidéo.	0, 73
	Tenir des formations par la coopérative dans le domaine de la protection de l'environnement.	0, 68
	Surveillance du gouvernement local sur les activités économiques, sociales et environnementales de l'entreprise	0, 52
Confiance à l'entreprise	Obligation légale des coopératives rurales d'observer les questions liées à la durabilité sociale, économique et environnementale	0, 69
	Transparence et rapports périodiques de l'entreprise au gouvernement local et central sur ses activités axées sur la durabilité	0, 64
	Budget alloué aux enjeux de développement durable par l'entreprise	0, 62
	La protection juridique de l'entreprise auprès de ses membres pour mener des activités axées sur le développement durable.	0, 6
Niveau d'interdépendance	Niveau élevé de concurrence entre les coopératives.	0, 75
	Prêter attention aux droits et aux demandes des parties prenantes par la coopérative	0, 73
	Le degré d'indépendance de la coopérative par rapport aux budgets gouvernementaux Niveau de coopération de la coopérative avec d'autres institutions gouvernementales	0, 69
	Conditions financières de la société	0, 68
Participation des acteurs clés	Niveau de coopération avec les ONG	0, 59
	Position définie de l'entreprise dans le domaine des activités orientées vers le développement durable dans la communauté environnante	0, 57
	Valorisation des activités orientées vers le développement durable réalisées par l'entreprise au nom de la communauté locale	0, 75
	Utiliser la participation des membres aux prises de décision	0, 74
	Engager les femmes rurales dans les activités axées sur le développement durable de l'entreprise	0, 71
	Créer des groupes, des syndicats ou des associations au sein de la coopérative pour servir la communauté, contribuer aux enjeux économiques et protéger l'environnement	0, 70
	Utiliser la participation des membres dans la réalisation d'activités axées sur le développement durable	0, 68
		0, 67

Source : Auteurs

II.2. Mesures

L'outil de mesure utilisé était un questionnaire structuré en quatre sections. La première section clarifiait les objectifs de l'étude et remerciait les participants. La deuxième section recueillait des données démographiques. La troisième section évaluait le niveau de responsabilité sociale des entreprises (RSE) en se basant sur quatre dimensions : économique, juridique, éthique et discrétionnaire (Nikolaou et al., 2013 ; Gonzalez, 2017). En se basant sur les dimensions et les recherches antérieures, un ensemble de 21 éléments a été élaboré selon une échelle de Likert à cinq points (1 = très faible à 5 = très élevé). Les scores obtenus dans cette section serviront de fondement à l'analyse ultérieure. Pour évaluer les activités orientées vers la durabilité, trois dimensions du développement durable ont été considérées : les aspects économiques, sociaux et environnementaux, aboutissant à la création de 17 questions (Tableau 2). Au total, 23 éléments ont été rassemblés et analysés afin d'identifier les motivations pour intégrer la responsabilité sociale au sein des coopératives rurales. Les résultats indiquent que l'intégration de la responsabilité sociale dans les coopératives rurales est motivée par quatre facteurs : l'engagement dans des activités communautaires à portée éthique, la confiance envers l'entreprise, la participation des parties prenantes et le niveau de dépendance. Par ailleurs, le bien-être des agriculteurs a été évalué selon leur revenu annuel.

Tableau 2 : Éléments liés aux différentes dimensions des variables RSE et des activités orientées vers la durabilité, ainsi que les symboles et les ressources utilisés.

Symboles	Variables et items	Sources d'études connexes
Responsabilité sociale		
	Economique	Nikolaou, Évangélinos (2013), González (2017)
ECON1	Offrir de l'emploi dans la région	
ECON2	Réduire la pauvreté et améliorer la situation économique des membres	
ECON3	Exploitation économique des ressources dont dispose la société	
ECON4	Soutien aux emplois domestiques (tissage de tapis, artisanat, couture locale, etc.)	
	Légale	
RULE1	Respect des engagements économiques, sociaux et environnementaux	
RULE2	Maintenir et promouvoir la santé générale des membres	
RULE3	S'efforcer de protéger la santé des ressources en eau potable de la région	
	Ethique	
ETHIC1	Préservation et respect des valeurs éthiques liées au développement durable	
ETHIC2	Respect des usages et de l'éthique en matière de protection de l'environnement	
ETHIC3	Éviter de nuire aux membres et à la communauté	
ETHIC4	Efforts pour développer la justice sociale, économique et environnementale	
ETHIC5	Respect des engagements de l'entreprise en matière de protection de l'environnement	
ETHIC6	Distribution ponctuelle des intrants agricoles et prévention du gaspillage de temps des agriculteurs	
ETHIC7	Établir des relations mutuelles dynamiques avec les ONG dans le domaine de la réduction de la pauvreté, du développement des infrastructures économiques et de la protection de l'environnement	
	Volontaire	
VALUN1	Utiliser la participation des membres aux prises de décision	
VALUN2	Participation à des activités caritatives	
VALUN3	Sensibiliser les membres à la protection de l'environnement, au développement des affaires et à la citoyenneté	
VALUN4	Distribution de livrets, de brochures et de dépliants éducatifs, ainsi que de documentaires sur la manière de permettre aux membres	
VALUN5	Fournir des services de conseil et des services techniques dans le cadre de projets agricoles.	
VALUN6	Participer à des événements environnementaux tels que la journée de l'arbre, la journée de la terre propre, etc.	
VALUN7	Organiser des camps ou des sorties sur le terrain liés au développement durable.	
Orientation vers la durabilité		
	Environnementale	Monavvarifard et al. (2019)
ENVIRO1	Séparation des déchets secs et humides dans la coopérative	
ENVIRO2	Utilisation d'énergies renouvelables (par exemple l'énergie solaire)	
ENVIRO3	Utilisation de robinets avec yeux électroniques dans la coopérative	
ENVIRO4	Utilisation de lampes à économie d'énergie	
ENVIRO5	Appliquer du double vitrage pour éviter les pertes d'énergie	
ENVIRO6	Efforts pour réduire l'utilisation de pesticides chimiques pour lutter contre les ravageurs	
	Economique	
ECONOM1	Création d'une serre avec la coopération des membres	
ECONOM2	Achat garanti de produits agricoles (produits sains) et leur transformation et vente	
ECONOM3	Organisation d'expositions pour la vente de produits agricoles	
ECONOM4	Création d'entreprises basées sur la connaissance	
ECONOM5	Création d'étangs à poissons	
	Sociale	
SOCIAL1	Organiser des compétitions sportives dans le but d'assurer la santé des membres	
SOCIAL2	Organiser des camps scientifiques, culturels et récréatifs basés sur les questions de durabilité	
SOCIAL3	Inviter la population locale à visiter les fermes et les produits de la coopérative	
SOCIAL4	Organiser des ateliers dans le domaine de la production biologique	
SOCIAL5	Réduire la bureaucratie administrative	
SOCIAL6	Contrôler la bonne exécution des tâches des employés	

Source : Auteurs

II.3. Fiabilité et validité

Le projet d'enquête a été soumis à un panel d'experts, incluant des chercheurs et des acteurs communautaires, pour évaluer les indicateurs globaux avant sa diffusion. Des révisions ont été apportées en fonction de leurs recommandations, aboutissant à une approbation finale. L'AVE (Average Variance Extracted) et l'ASV (variance quadratique moyenne partagée) (Tableau 3) ont été utilisés pour évaluer la validité d'un outil de recherche (Hair et al., 2011), tandis que la fiabilité a été vérifiée par le biais de la fiabilité des composites (CR) (Koufteros et al., 2009) et du coefficient alpha de Cronbach (Tableau 1). La validité et la fiabilité sont

jugées adéquates si les valeurs de l'AVE, du CR et de l'alpha de Cronbach dépassent respectivement 0,4, 0,6 et 0,7 (Monavvarifard et al., 2019). Les résultats indiquent que l'utilisation du SEM (Structural Equation Modeling) dans cette étude est justifiée.

Tableau 3 : Résultats de l'évaluation de la validité discriminante

Variables	1	2	3	4	5	6
1. Responsabilité sociale	0,536					
2. Niveau de dépendance	0,414	0,676				
3. Engagement dans les AEC	0,400	0,324	0,754			
4. Participation des PP	0,164	0,301	0,550	0,706		
5. SAD	0,428	0,305	0,374	0,292	0,695	
6. Confiance	0,409	0,307	0,423	0,439	0,442	0,723

Source : Auteurs

II.4. Population statistique et méthode d'échantillonnage

L'étude a analysé une population de 14 100 membres de sept coopératives rurales au Bénin, actives dans divers secteurs agricoles entre 2021 et 2023 (Tableau 4). Un échantillon de 358 individus a été sélectionné à l'aide de la méthode de stratification proportionnelle, selon la formule de Cochran (Song et Wassell, 2003). La taille de l'échantillon pour chaque coopérative a été déterminée en fonction du nombre de membres et de l'écart-type estimé, permettant ainsi une répartition optimisée des tailles d'échantillon, favorisant les strates avec un écart-type plus élevé (Nguyen, et al., 2021).

Tableau 4 : Unités agricoles

Nom de la coopérative rurale anonyme	Nombre des membres	Taille de l'échantillon	Département
A	2210	56	Alibori
B	3067	78	Borgou
C	3250	83	Atacora
D	1252	32	Donga
E	1807	46	Zou
F	1300	33	Collines
G	1214	30	Couffo
Total	14 100	358	-

Source : Auteurs

II.5. Caractéristiques démographiques de l'échantillon

Les résultats montrent que 96,80% des répondants sont mariés, avec une moyenne de 3 à 4 enfants. La plupart n'ont pas de diplôme universitaire (87,2%) et ont une expérience agricole moyenne de 28 à 29 ans. L'agriculture est leur principale source de revenus (80,60%). De plus, ils sont en moyenne membres de coopératives rurales depuis environ 23 ans.

III-Résultats et Discussion :

III.1. Test de normalité et non-multi-colinéarité entre variables

Différentes statistiques ont été utilisées pour évaluer la normalité et la cohérence des données statistiques : l'asymétrie et l'aplatissement pour la normalité avec une plage de +2 à -2, le test de Kolmogorov-Smirnov pour la vérifier, le facteur d'inflation de variance (VIF) pour la colinéarité et la tolérance. Des valeurs spécifiques indiquaient la normalité, l'absence de colinéarité et la préférence pour des valeurs proches de 1 pour la tolérance. Le tableau 5 montre une répartition homogène des données, sans colinéarité significative.

Tableau 5 : Données normales et absence de multi-colinéarité entre les variables

Variables/Index	A	B	C	D	E	F	G
Kolmogorov-Smirnov	0,80	0,91	0,93	1,10	0,68	0,67	0,59
Significativité	0,54	0,37	0,34	0,17	0,73	0,75	0,87
Asymétrie	-0,23	-0,31	0,23	-0,06	1,08	-0,22	1,63
Aplatissement	1,27	0,54	1,99	0,48	1,01	0,20	1,58
Tolérance	0,37	0,41	0,35	0,46	0,41	0,63	0,94
VIF	2,64	2,42	2,80	2,16	2,38	1,58	1,01

A : Engagement des coopératives rurales dans les activités communautaires à portée éthiques, B : Confiance à l'entreprise, C : Participation des parties prenantes, D : Niveau de dépendance, E : Niveau de bien-être (revenu) ; F : Responsabilité sociale, G : Secteur agricole et activités axées sur la durabilité.

Source : Auteurs

III.2. Modèle de mesure pour les dimensions de la responsabilité sociale

La RSE est analysée avec une AFC de second ordre pour évaluer les variables latentes (Hair et al., 2011). Les indicateurs de conformité ont confirmé la validité des données pour les variables et la structure de la recherche (Tableau 6). Les indicateurs évaluant les variables cachées sont appropriés et sélectionnés correctement.

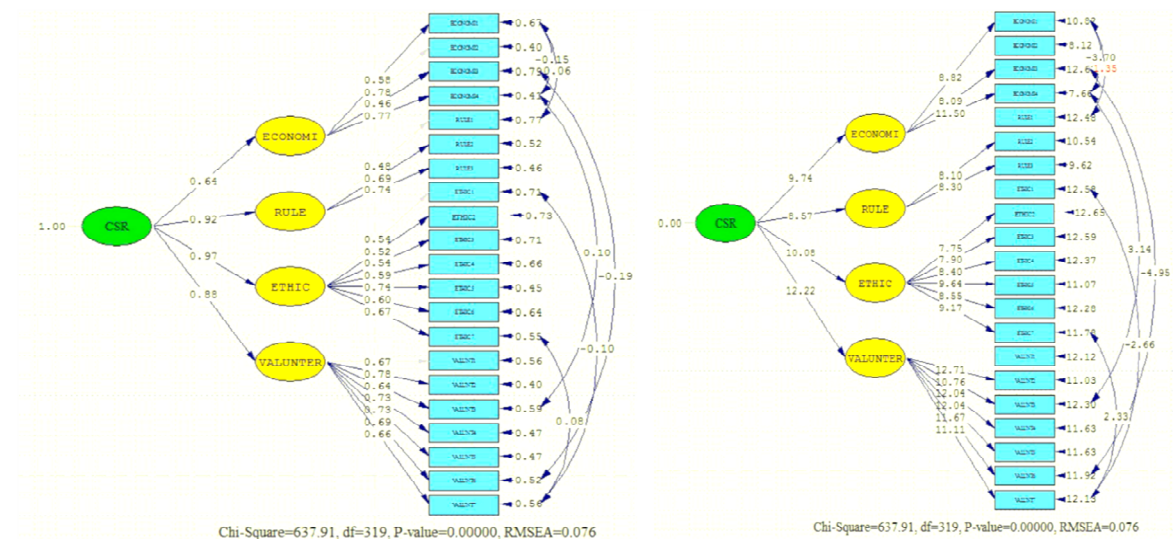
Tableau 6 : Indices ajustés liés à RSE et activités durables en coopératives rurales

Ajustement des indices	χ^2/df	RMSEA	IFI	CFI	NFI	ANFI	GFI
Plage acceptable	≤ 5	$\leq 0,08$	$\leq 0,90$	$\leq 0,90$	$\leq 0,90$	$\leq 0,90$	$\leq 0,90$
Estimation	2	0,076	0,90	0,94	0,95	0,89	0,93
Estimation	1,9	0,075	0,92	0,90	0,88	0,89	0,91

Source : Auteurs

La RSE a été principalement expliquée par la responsabilité volontaire, la responsabilité légale et la responsabilité éthique. Notons que la figure (4, à droite) illustre la valeur t pour chaque marqueur.

Figure 2 : AFC secondaire sur dimensions RSE : valeur t et chargement.

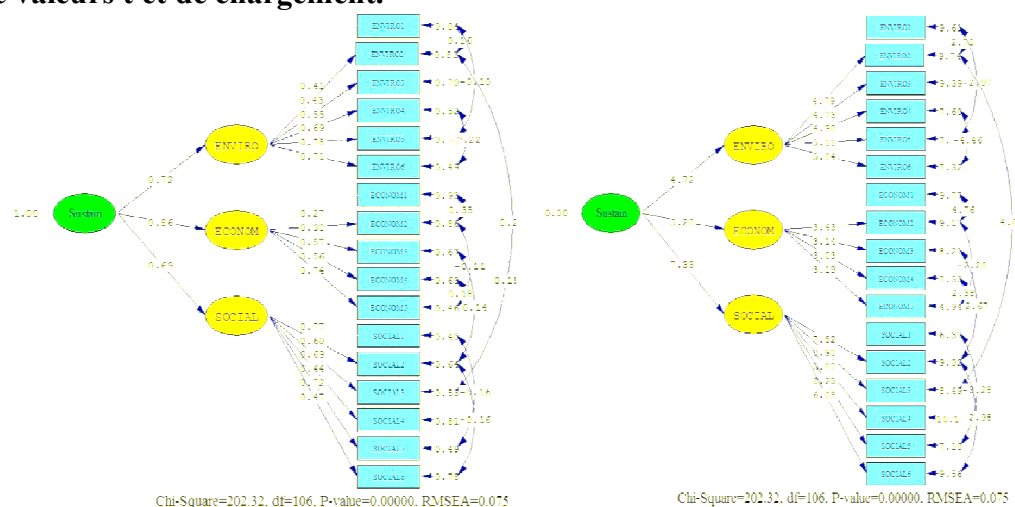


Source : Auteurs

III.3. Modèle de mesure des activités orientées vers la durabilité

Les activités de promotion de la durabilité des coopératives rurales ont été analysées pour leurs aspects environnementaux, économiques et sociaux. Une analyse factorielle de second ordre a été utilisée pour étudier le modèle de mesure (Tableau 6), montrant une cohérence statistique avec la structure et les variables latentes de la recherche. Les activités économiques et environnementales sont expliquées par les activités axées sur la durabilité des coopératives rurales (Figure 3).

Figure 3 : AFC de second ordre sur la durabilité (environnement, économie, social) avec valeurs t et de chargement.



Source : Auteurs

III.4. Test de modèle structurel

Pour tester le cadre conceptuel de la recherche (Figure 1), un modèle d'équation structurelle a été utilisé avec une analyse Bootstrapping de 5 000 échantillons. Les résultats montrent que les variables étudiées expliquent 47,1% de la RSE dans les coopératives rurales (Figure 4). L'importance de la RSE prédit indépendamment 27,4% des activités orientées vers la durabilité des agriculteurs, renforçant leur confiance envers l'entreprise ($p = 0,000$; $\beta = 0,528$). Les coopératives rurales influent positivement sur la participation des acteurs clés dans les activités communautaires éthiques ($p = 0,000$; $\gamma = 0,507$), renforcent la confiance des agriculteurs envers l'entreprise et renforcent la responsabilité sociale des entreprises au sein de la structure coopérative ($p = 0,010$). La confiance accrue dans les coopératives favorise la participation des acteurs clés ($p = 0,000$; $\beta = 0,273$) et renforce la RSE ($p = 0,020$; $\beta = 0,190$). L'engagement des dirigeants n'a pas d'effet significatif sur la RSE ($p = 0,64$; $\beta = 0,040$). Le lien avec la sérénité financière des agriculteurs n'est pas inversé ($p = 0,160$; $\gamma = 0,062$) (Tableau 7).

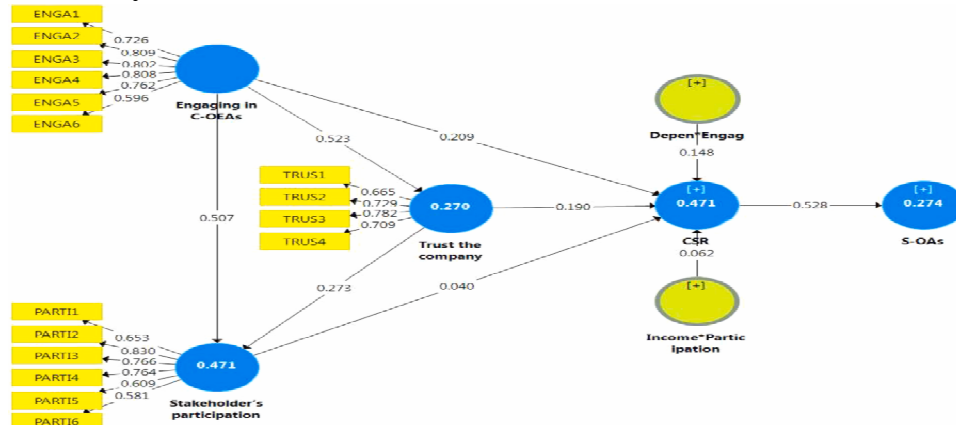
Tableau 7 : Tests d'hypothèses mettant en évidence un statut standard et un statut significatif

Hypothèses	Echantillon original	Significativité	t	p	Résultat
RSE → AD	0,528	0,550 (0,047)	11,286	0,000	Accepté
Niveau de dépendance* Engagement dans les ACE → RSE	0,148	0,143 (0,072)	2,051	0,041	Accepté
Engagement dans les ACE → RSE	0,209	0,214 (0,088)	2,382	0,018	Accepté
Engagement dans les ACE → RSE	0,507	0,514 (0,071)	7,160	0,000	Accepté
Engagement dans les ACE → Participation des AC	0,523	0,532 (0,054)	9,742	0,000	Accepté
Engagement dans les ACE → Confiance de l'entreprise	0,062	0,055 (0,045)	1,388	0,166	ns
Bien-être financier*Participation → RSE	0,040	0,029 (0,086)	0,466	0,641	Accepté
Participation des AC → RSE	0,190	0,200 (0,085)	2,246	0,025	Accepté
Confiance à l'entreprise → RSE	0,273	0,268 (0,094)	2,905	0,004	Accepté
Confiance à l'entreprise → Participation des AC					

ns : non significatif, AOD : Activités orientées vers la durabilité, ACE : Activités communautaire à portée éthique, AC : Acteurs clés

Source : Auteurs

L'augmentation du revenu des agriculteurs est liée à une meilleure RSE et à un plus grand engagement (Figure 4). Cependant, le lien n'est pas statistiquement significatif. La dépendance des entreprises envers les entités gouvernementales influence la corrélation entre l'engagement dans les ACE et la responsabilité sociale ($p = 0,040$; $\gamma = 0,148$).

Figure 4 : Analyse structurale des variables de la recherche en mode standard

Source : Auteurs

Les modifications de la structure ont été évaluées selon différents critères : $SRMR \leq 0,08$, $D-G > 0,05$, $INF \geq 0,90$ et $rms\ Th\eta \leq 0,12$ (Wang et al., 2019) (Tableau 8). Les résultats confirment une bonne adéquation du modèle proposé, prédisant efficacement la responsabilité sociale des entreprises et les droits de l'homme chez les agriculteurs. Il est souligné que la responsabilité sociale des entreprises peut découler des réglementations établies par les autorités et des obligations éthiques. La RSE affiche un faible coefficient pour les défis économiques, suggérant des résultats mitigés dus à des ressources financières insuffisantes.

Tableau 8 : Indicateurs d'adaptation du modèle de construction

Indices	SRMR	Chi-Square	NFI	D-G	rms Theta
Plage acceptable	≤ 1		$\leq 0,90$	$< 0,05$	$\leq 0,12$
Modèle saturé	0,104	1678,04	0,92	1,93	0,09
Modèle prédit	0,114	1709,83	0,91	2,01	

Source : Auteurs

III.5. Discussion

Les résultats confirment que les actions de responsabilité sociale dans les coopératives rurales peuvent être expliquées par les aspects économiques, juridiques, éthiques et volontaires, selon plusieurs études. Devinney et Schwalbach (2013) soulignent les dimensions principales de la responsabilité. Les résultats indiquent que la RSE est influencée par des facteurs éthiques et légaux. Les réglementations imposées par les autorités jouent un rôle important, tout comme les valeurs morales promues par l'entreprise. Cependant, la RSE obtient un faible coefficient dans le domaine économique (0,64), suggérant un manque de ressources financières. Les coopératives rurales privilégient les activités économiques avec un coefficient de 0,86, suivies de l'environnement (0,72) et du social (0,69), pour assurer leur développement durable. Les coopératives économiques ont développé des activités diverses, telles que la construction de serres, la transformation de produits agricoles bio, la création d'entreprises basées sur la connaissance. Elles mettent en place des actions environnementales comme le recyclage, les énergies renouvelables et la réduction des pesticides agricoles. L'entreprise soutient l'activité économique durable en raison de ses revenus limités. Chaque année, le gouvernement alloue un budget fixe aux entités pour maintenir leurs services. Les responsables doivent développer des projets pour assurer des ressources financières stables. Les coopératives rurales investissent davantage dans la RSE lorsque la confiance des agriculteurs augmente. Les conclusions de l'étude sont en accord avec des recherches antérieures, soulignant l'importance de la confiance dans le comportement comportemental et son impact sur la relation entre les entreprises, les acteurs clés et les actions de RSE (Oh et al., 2023 ; Adib et al., 2021 ; Dobelet al., 2014 ; Kim, 2019). Des niveaux de confiance faibles entraînent des conséquences néfastes. Les coopératives rurales renforcent la confiance des acteurs clés en

assumant des responsabilités sociales, économiques et environnementales, et en fournissant des rapports transparents (H3). Leur implication dans des activités éthiques renforce l'engagement du personnel (H4). Les recherches confirment l'importance de l'implication des entreprises dans la satisfaction de leurs besoins pour augmenter la confiance et l'engagement envers la (Nave et Ferreira, 2019 ; Acedo-Carmona et Gomila, 2019 ; Verma et Singh, 2016 ; George et al., 2020 ; Kim et al., 2020). Cependant, une participation accrue des acteurs clés ne garantit pas une intégration significative de la RSE dans les coopératives rurales (H2). Ce résultat contredit les études antérieures de Beldad et al. (2020), Yu (2009), ainsi que Mi et al. (2018), indiquant que la participation des acteurs clés renforce l'efficacité des coopératives rurales dans l'identification et la réponse aux besoins, favorisant ainsi l'implication des acteurs clés dans les actions de RSE. Les coopératives rurales offrent des avantages significatifs en termes de temps et d'efforts (Chapman et al., 2019). Les coopératives rurales favorisent une approche utilitaire de la participation des membres, les incitant à obtenir des financements pour remplir des mandats gouvernementaux parfois en contradiction avec leurs besoins. Malgré l'augmentation du bien-être financier, les agriculteurs ne s'engagent pas dans les initiatives de responsabilité sociale des entreprises, les considérant comme un coût plutôt qu'un investissement (H7). Selon Chapman et al. (2019) et Fang et al. (2023), les acteurs clés prioritaires participent davantage à des activités avec des avantages plus importants. La dépendance des entreprises envers le gouvernement influence leur engagement dans des activités communautaires éthiques. Les politiques gouvernementales encouragent les coopératives rurales à s'engager dans des activités éthiques et sociales. Cependant, lorsque les contraintes externes sont faibles, leur adoption de politiques de responsabilité sociale semble improbable (Hsu et Cheng, 2012 ; Almatrooshi et al., 2018 ; Hofman et al., 2017 ; Jha et Aggrawal, 2020). Les résultats indiquent que la responsabilité sociale des entreprises impacte positivement les systèmes d'information des coopératives rurales, favorisant des activités durables (H9). L'engagement des coopératives dans la responsabilité sociale pourrait contribuer à atteindre les Objectifs de développement durable. Plusieurs études soulignent la corrélation entre responsabilité sociale et comportements écologiques des employés et de la société (Ntim et Soobaroyen, 2013 ; Weerts et Sandmann, 2010 ; Personnes, 2012 ; Hens et al., 2018 ; Bohas et Poussing, 2016 ; Vanalle et Ganga, 2017). L'incorporation de la responsabilité sociale dans les activités de l'entreprise améliore l'efficacité sociale et financière.

IV- Conclusion:

Cette recherche propose un modèle pour renforcer la durabilité des agriculteurs au Bénin en incluant la responsabilité sociale dans les coopératives. Un cadre théorique a été développé pour évaluer l'impact de la responsabilité sociale sur les comportements durables des coopératives rurales, formulées avec des hypothèses de recherche. Les données ont été collectées à l'aide de questionnaires systématiques pour évaluer les activités durables et la responsabilité sociale des coopératives rurales. Les résultats indiquent que ces coopératives ont une responsabilité sociale plus élevée, ce qui impacte positivement leurs activités durables. Il est primordial d'intégrer la responsabilité sociale pour améliorer leur durabilité, en identifiant les motivations sous-jacentes. En s'appuyant sur la théorie des parties prenantes, nous avons des motifs pour l'intégration de la responsabilité sociale dans les coopératives rurales ont été identifiés en fonction de la relation entre les coopératives rurales, le gouvernement et les acteurs clés. Pour promouvoir la durabilité agricole, les coopératives rurales doivent renforcer la responsabilité sociale. Leur intégration dans la RSE nécessite l'engagement de tous les acteurs. Les coopératives jouent un rôle central, s'engageant dans des activités communautaires éthiques pour inspirer les agriculteurs à adopter des pratiques durables. Pour gagner la confiance des agriculteurs, les responsables des coopératives rurales doivent participer activement à des activités éthiques communautaires, afin de favoriser l'engagement dans la RSE. Lorsque les agriculteurs se sentent instrumentalisés dans les programmes des coopératives, leur participation se réduit, compromettant ainsi la RSE. Les gouvernements doivent revoir leurs politiques en faveur des agriculteurs et des communautés rurales pour éviter cette disparition essentielle.

Du point de vue managérial, l'intégration de la responsabilité sociale dans une coopérative rurale nécessite une approche prenant en compte les influences externes et leur

impact sur la collectivité. Les obstacles locaux ou réglementaires peuvent limiter les actions de responsabilité sociale, malgré les efforts de la direction. Pour intégrer la responsabilité sociale dans la coopérative rurale, il faut un effort commun des parties prenantes, y compris les décideurs politiques, la communauté locale et la direction. La confiance entre eux est essentielle.

Cet article présente des limites liées à l'analyse des acteurs clés, en se concentrant sur les agriculteurs. Le modèle abordé prend en compte les hommes et les femmes de la communauté rurale, ce qui peut affecter les résultats. Une révision du modèle en tenant compte du genre des acteurs clés pourrait fournir de nouvelles informations sur l'intégration des coopératives rurales dans les programmes de RSE. Les différentes activités agricoles peuvent également avoir un impact sur la participation des acteurs clés à ces programmes. Les activités de la coopérative varient selon les besoins des différents intervenants, entraînant des disparités dans leur implication. Un modèle adapté aux secteurs agricoles peut produire des résultats intéressants, en considérant les classes d'âge des agriculteurs. Les lacunes d'âge des acteurs clés peuvent influencer les relations avec les coopératives rurales. Une reconsidération du modèle en fonction des tranches d'âge peut améliorer l'intégration de la RSE.

-Références:

- 1 Aarikka-Stenroos L., Jaakkola E. (2012). Co-crédation de valeur dans les services commerciaux à forte intensité de connaissances : une perspective dyadique sur le processus de résolution conjointe des problèmes, (Langue originale : Anglais), *Ind. Mark. Manag.* 41 (1), 15-26.
- 2 Acedo-Carmona C., Gomila A. (2019). La confiance personnelle étend la coopération au-delà des fiduciaires : une étude mexicaine, (Langue originale : Anglais), *Int. J. Psychol.* 54 (5), 687-704.
- 3 Adib M., et al. (2021). Système de contrôle de gestion pour la mise en œuvre de la responsabilité sociale des entreprises : le point de vue des parties prenantes, (Langue originale : Anglais), *Corp. Gov. Int. J. Bus. Soc.* 21 (3), 410-432.
- 4 Ahmad R., et al. (2020). Le lien entre la responsabilité sociale des entreprises (RSE), l'engagement affectif et le comportement de citoyenneté organisationnelle dans le monde universitaire : un modèle de confiance, (Langue originale : Anglais), *Empl. Relat. Int. J.* 42 (1), 232-247.
- 5 Almatrooshi S., et al. (2018). Rôle des politiques publiques dans la promotion de la RSE : données empiriques provenant des entreprises et de la société civile des Émirats arabes unis, (Langue originale : 6 Anglais), *The International Journal of Business in Society*, 18 (6), 1107-1123.
- 7 Behl A., et al. (2023). Examen du rôle de la communication dialogique et de la confiance dans les tâches de crowdfunding basées sur le don en utilisant la perspective de la qualité de l'information, (Langue originale : Anglais), *TQM J.* 35 (1), 292-319.
- 8 Beji R., et al. (2021). Diversité des conseils d'administration et responsabilité sociale des entreprises : données empiriques en France, (Langue originale : Anglais), *J. Bus. Ethics*, 173, 133-155.
- 9 Beldad A.D., Seijdel C.T., de Jong M.D. (2020). Gérer ensemble la responsabilité sociale des entreprises (RSE) : les effets de la participation des parties prenantes et de l'approbation des organisations tierces sur l'efficacité des initiatives de RSE, (Langue originale : Anglais), *Corp. Reput. Rev.* 23, 225-240.
- 10 Bilewicz A., Spiwak R. (2019). Au-delà du clivage « nord » et « sud » : alimentation et espace dans les coopératives de consommateurs polonaises, (Langue originale : Anglais), *East Eur. Politics Soc.* 33 (3), 579-602.
- 11 Blombäck A., Wigren C. (2009). Remettre en question l'importance de la taille comme facteur déterminant des activités de RSE, (Langue originale : Anglais), *Manag. Environ. Qual. Int. J.* 20 (3), 255-270.
- 12 Bohas A., Poussing N. (2016). Une exploration empirique du rôle de la responsabilité sociale stratégique et réactive des entreprises dans l'adoption de différentes stratégies informatiques vertes, (Langue originale : Anglais), *J. Clean. Prod.* 122, 240-251.
- 13 Campling P., et al. (2021). Une approche participative multi-acteurs pour identifier les obstacles politiques et techniques à de meilleures pratiques agricoles qui protègent nos sources d'eau potable, (Langue originale : Anglais), *Sci. Total Environ.*, 755, 142p.
- 14 Chapman M., Satterfield T., Chan K.M. (2019). Quand les conflits de valeurs sont des obstacles : les valeurs relationnelles peuvent-elles aider à expliquer la participation des agriculteurs aux programmes d'incitation à la conservation ? (Langue originale : Anglais), *Land Use Policy*, 82, 464-475.
- 15 Charan P., Murty L. (2018). Pressions des parties prenantes secondaires et adoption par les organisations de pratiques d'exploitation durables : le rôle médiateur des parties prenantes primaires, (Langue originale : Anglais), *Bus. Strategy Environ.* 27 (7), 910-923.

- 16 Devinney T.M., Schwalbach J., Williams C.A. (2013). Responsabilité sociale des entreprises et gouvernance d'entreprise : perspectives comparatives, (Langue originale : Anglais), *Corp. Gov. Int. Rev.* 21 (5), 413-419.
- 17 Dobeles A.R., et al. (2014). Examen de la mise en œuvre de la responsabilité sociale des entreprises et de l'engagement des parties prenantes : étude de cas dans l'industrie minière australienne, (Langue originale : Anglais), *Bus. Strategy Environ.* 23 (3), 145-159.
- 18 Driessen M.T., et al. (2010). Quels sont les obstacles et les facteurs facilitant la mise en œuvre d'un programme d'ergonomie participative ? (Langue originale : Anglais), *Implement. Sci.* 5, 1-9.
- 19 Ebadi A., Hisoriev H., Ebadi A.G. (2018). Biodiversité des algues du bassin de la rivière Tajan (Mazandaran-Iran), Égypte, (Langue originale : Anglais), *J. Aquat. Biol. Fish.* 21 (4), 33-52.
- 20 Fang Y., et al. (2023). Participation des consommateurs à la RSE : dépenser de l'argent ou du temps, (Langue originale : Anglais), *Sustainability*, 15 (7), 57-86.
- 21 Fernandez-Guad J., Sarria-Pedroza J. H. (2018). Impact de la responsabilité sociale des entreprises sur la création de valeur du point de vue des parties prenantes, (Langue originale : Anglais), *Sustainability* 10 (6), 20-62.
- 22 Freeman R.E., et al. (2023). Les problèmes que la théorie des parties prenantes tente de résoudre. Œuvres choisies de R. Edward Freeman sur la théorie des parties prenantes et l'éthique des affaires, (Langue originale : Anglais), *Springer*, 3-27.
- 23 Gava O., et al. (2021). Les coopératives agricoles contribuent à la réduction de la pauvreté rurale. Le cas de Konjic (Bosnie-Herzégovine), (Langue originale : Anglais), *J. Rural Stud.* 82, 328-339.
- 24 George N.A., Aboobaker N., Edward M. (2020). Responsabilité sociale des entreprises et engagement organisationnel : effets de l'attitude à l'égard de la RSE, de la confiance dans l'organisation et de l'identification, (Langue originale : Anglais), *Soc. Bus. Rev.* 15 (3), 255-272.
- 25 Geraci J.C., et al. (2022). Mise en œuvre en partenariat de l'initiative de parrainage des vétérans : protocole d'un essai randomisé hybride de type 2 sur l'efficacité et la mise en œuvre, (Langue originale : Anglais), *Implement. Sci.* 17 (1), 1-14.
- 26 Gonzalez R.A. (2017). Revenir en arrière pour aller de l'avant ? Des coopératives multipartites aux coopératives ouvertes dans le domaine de l'alimentation et de l'agriculture, (Langue originale : Anglais), *J. Rural Stud.* 53, 278-290.
- 27 Gordon M., et al. (2012). Points de vue divergents des parties prenantes sur la responsabilité sociale des entreprises dans le secteur des plantations forestières en Australie, (Langue originale : Anglais), *J. Environ. Manag.* 113, 390-398.
- 28 Grimstad S.M.F., Glavee-Geo R., Fjortoft B.E. (2020). Motivations des PME pour la RSE : une étude exploratoire (Langue originale : Anglais), *Eur. Bus. Rev.* 32 (4), 553-572.
- 29 Hair J.F., Ringle C.M., Sarstedt M. (2011). PLS-SEM : une solution miracle, (Langue originale : Anglais), *J. Mark. Theory Pract.* 19 (2), 139-152.
- 30 Harjoto M., Laksmana I., Lee R. (2015). Diversité des conseils d'administration et responsabilité sociale des entreprises, (Langue originale : Anglais), *J. Bus. Ethics*, 132, 641-660.
- 31 Harrison J.S., Freeman R.E., de Abreu M.C.S. (2015). La théorie des parties prenantes en tant qu'approche éthique d'une gestion efficace : application de la théorie à des contextes multiples, (Langue originale : Anglais), *Rev. Bras. Gest. Neg.* 17 (55), 858-869.
- 32 Hens L., et al. (2018). L'évolution de la « production plus propre » en tant que concept et pratique, (Langue originale : Anglais), *J. Clean. Prod.*, 172, 3323-3333.
- 33 Hiswails A.S., et al. (2020). Responsabilité sociale des entreprises et santé et bien-être des parties prenantes externes : un point de vue, (Langue originale : Anglais), *J. Public Health Res.* 9 (1), 17-42.
- 34 Hofman P.S., Moon J., Wu B. (2017). La responsabilité sociale des entreprises dans un capitalisme autoritaire : dynamique et perspectives de la RSE dirigée par l'État et par la société, (Langue originale : Anglais), *Bus. Soc.* 56 (5), 651-671.
- 35 Hsu J.L., Cheng M.C. (2012). Qu'est-ce qui incite les petites et moyennes entreprises à s'engager dans la responsabilité sociale des entreprises ? Une étude à Taïwan, (Langue originale : Anglais), *Corp. Soc. Responsib. Environ. Manag.* 19 (5), 288-305.
- 36 Islam T., et al. (2021). L'impact de la responsabilité sociale des entreprises sur la fidélité des clients : le rôle médiateur de la réputation de l'entreprise, de la satisfaction du client et de la confiance, (Langue originale : Anglais), *Sustain. Prod. Consum.* 25, 123-135.
- 37 Jha A., Aggrawal V.S. (2020). Pressions institutionnelles pour la mise en œuvre de la responsabilité sociale des entreprises : une étude des cadres indiens, (Langue originale : Anglais), *Soc. Responsib. J.* 16 (4), 555-577.
- 38 Jiao J., Liu C., Xu Y. (2020). Effets de la pression des parties prenantes, des perceptions de la direction et de la disponibilité des ressources sur l'adoption d'opérations durables, (Langue originale : Anglais), *Bus. Strategy Environ.* 29(8), 3246-3260.

- 39 Joubert H. (2021). L'effet de la diversité des conseils d'administration sur la RSE est-il diversifié ? Nouvelles perspectives à partir de modèles de conseils d'administration à un ou deux niveaux, (Langue originale : Anglais), *The International Journal of Business in Society*. 21 (1), 23-61.
- 40 Karim R.A., Rabiul M.K. (2022). Les relations entre la durabilité de l'entreprise, la fidélité des clients et le bouche à oreille : le rôle médiateur de l'image de l'entreprise et de la satisfaction des clients, (Langue originale : Anglais), *J. Qual. Assur. Hosp. Tour.* 5, 1-21.
- 41 Kim H., et al. (2020). Pourquoi les employés d'hôtel s'intéressent à la responsabilité sociale des entreprises (RSE) : utilisation de la théorie de la satisfaction des besoins, (Langue originale : Anglais), *Int. J. Hosp. Manag.* 87, 102p.
- 42 Kim S. (2019). Le modèle de processus de la communication sur la responsabilité sociale des entreprises (RSE) : La communication sur la RSE et sa relation avec les connaissances des consommateurs en matière de RSE, la confiance et la perception de la réputation de l'entreprise, (Langue originale : Anglais), *J. Bus. Ethics* 154 (4), 1143-1159.
- 43 Kim S.H., Seock Y.K. (2019). Le rôle des valeurs et des normes sociales sur les normes personnelles et le comportement d'achat de produits vestimentaires respectueux de l'environnement : le rôle médiateur des normes personnelles, (Langue originale : Anglais), *J. Retail. Consum. Serv.* 51, 83-90.
- 44 Kitsis A.M., Chen I.J. (2021). Les pressions exercées par les parties prenantes influencent-elles les pratiques écologiques de la chaîne d'approvisionnement ? Exploration du rôle médiateur de l'engagement de la direction générale, (Langue originale : Anglais), *J. Clean. Prod.* 316, 128-158.
- 45 Koch C., et al. (2019). Avantages perçus par les salariés de leur participation à des activités de RSE et implications pour l'augmentation de l'engagement des salariés dans la RSE, (Langue originale : Anglais), *Corp. Commun. Int. J.* 24 (2), 303-317.
- 46 Koufteros X., Babbar S., Kaighobadi M. (2009). Un paradigme pour l'examen des modèles factoriels de second ordre à l'aide de la modélisation par équations structurelles, (Langue originale : Anglais), *Int. J. Prod. Econ.* 120 (2), 633-652.
- 47 Lagoudis I.N., Shakri A.R. (2015). Un cadre de mesure des émissions de carbone pour les réseaux de transport et de distribution entrants, (Langue originale : Anglais), *Res. Transp. Bus. Manag.* 17, 53-64.
- 48 Leclercq-Machado L., et al. (2022). Effet de la responsabilité sociale des entreprises sur la satisfaction et la fidélité des consommateurs des banques privées au Pérou, (Langue originale : Anglais), *Sustainability*, 14 (15), 78-90.
- 49 Liu T., Wu G. (2022). L'adhésion à une coopérative agricole contribue-t-elle à réduire l'utilisation excessive d'engrais et de pesticides chimiques ? Données provenant de la Chine rurale, (Langue originale : Anglais), *Environ. Sci. Pollut. Res.* 5, 1-12.
- 50 Liu Y., et al. (2021). Analyse décisionnelle des chaînes d'approvisionnement prenant en compte la responsabilité sociale des entreprises et les subventions publiques dans le cadre de différentes structures de pouvoir de canal, (Langue originale : Anglais), *Ann. Oper. Res.* 2, 1-29.
- 51 Luo J., et al. (2020). Les coopératives agricoles dans le monde occidental : une analyse bibliométrique, (Langue originale : Anglais), *J. Clean. Prod.* 273, 122945.
- 52 Mahazril' Aini Y., Hafizah H., Zuraini Y. (2012). Facteurs affectant la performance des coopératives en relation avec la planification stratégique et la participation des membres, (Langue originale : Anglais), *Procedia Soc. Behav. Sci.* 65, 100-105.
- 53 Maslow A., Lewis K. (1987). Hiérarchie des besoins de Maslow, (Langue originale : Anglais), *Salenger Incorporated*, 14(17), 987-990.
- 54 Mi C., et al. (2018). La théorie de l'action raisonnée pour les intentions comportementales en matière de RSE : le rôle du bénéfice escompté de la RSE, de l'effort escompté de la RSE et des parties prenantes, (Langue originale : Anglais), *Sustainability* 10 (12), 44-62.
- 55 Monavvarifard F., Baradaran M., Khosravipour B. (2019). Augmenter le niveau de durabilité dans les universités d'Iran spécialisées dans l'agriculture et les ressources naturelles grâce à l'engagement des étudiants dans le processus de co-crédation de valeur, (Langue originale : Anglais), *J. Clean. Prod.* 234, 353-365.
- 56 Nave A., Ferreira J. (2019). Stratégies de responsabilité sociale des entreprises : recherches passées et défis futurs, (Langue originale : Anglais), *Corp. Soc. Responsib. Environm. Manag.* 26 (4), 885-901.
- 57 Nguyen T.D., et al. (2021). Échantillonnage aléatoire stratifié à partir de données en continu et de données stockées, (Langue originale : Anglais), *Distrib. Parallel Databases* 39 (3), 665-710.
- 58 Nikolaou I.E., Evangelinos K.I., Allan S. (2013). Un cadre d'évaluation de la responsabilité sociale de la logistique inverse basé sur l'approche du triple bilan, (Langue originale : Anglais), *J. Clean. Prod.* 56, 173-184.
- 59 Ntim C.G., Soobaroyen T. (2013). Gouvernance d'entreprise et performance des entreprises socialement responsables : nouvelles perspectives empiriques à partir d'un cadre néo-institutionnel, (Langue originale : Anglais), *Corp. Gov. Int. Rev.* 21 (5), 468-494.

- 60 Oh H.J., Cha Y., Kim J.N. (2023). Fans, amis, critiques et ennemis : comment la segmentation des parties prenantes basée sur la RSE différencie la perception de l'éthique de l'entreprise, la confiance et la qualité perçue de la marque, (Langue originale : Anglais), *Public Relat. Rev.* 49 (2), 102317.
- 61 Persons O. (2012). Intégrer la responsabilité sociale des entreprises et le développement durable dans un cours de gestion : une expérience partagée, (Langue originale : Anglais), *J. Educ. Bus.*, 87 (2), 63-72.
- 62 Petrenko O.V., et al. (2016). Responsabilité sociale des entreprises ou narcissisme du PDG ? Motivations liées à la RSE et performance organisationnelle, (Langue originale : Anglais), *Strateg. Manag. J.* 37 (2), 262-279.
- 63 Romani S., Grappi S., Bagozzi R.P. (2016). Les initiatives socialement responsables des entreprises et leurs effets sur la consommation de produits verts, (Langue originale : Anglais), *J. Bus. Ethics* 135, 253-264.
- 64 Rupp D.E., et al. (2018). Responsabilité sociale des entreprises et engagement des salariés : le rôle modérateur de l'autonomie relative et de l'individualisme propres à la RSE, (Langue originale : Anglais), *J. Organ. Behav.* 39 (5), 559-579.
- 65 Salehi S., Khoshfar G., Mirzakhani S. (2021). Responsabilité environnementale dans les zones rurales (étude de cas : zones rurales de la province de Mazandaran), (Langue originale : Anglais), *J. Res. Rural Plan.* 10 (1), 101-115.
- 66 Santos M. (2011). La RSE dans les PME : stratégies, pratiques, motivations et obstacles, (Langue originale : Anglais), *Soc. Responsib. J.*, 7 (3), 490-508.
- 67 Shnayder L., Van Rijnsoever F.J. (2018). Comment les résultats attendus, les parties prenantes et les institutions influencent-ils la responsabilité sociale des entreprises à différents niveaux des grandes entreprises de services de base ? (Langue originale : Anglais), *Bus. Strategy Environ.* 27 (8), 1689-1707.
- 68 Song J.X., Wassell J.T. (2003). Taille de l'échantillon pour les tableaux K 2×2 dans les études ad'équivalence utilisant la statistique de Cochran, (Langue originale : Anglais), *Control. Clin. Trials*, 24 (4), 378-389.
- 69 Souza C. D, et al. (2022). La complexité des pressions exercées par les parties prenantes et leur influence sur les responsabilités sociales et environnementales, (Langue originale : Anglais), *J. Clean. Prod.* 358, 132-138.
- 70 Tsai M.T., Cheng N.C. (2010). Perception par les programmeurs du comportement de partage des connaissances dans le cadre de la théorie cognitive sociale, (Langue originale : Anglais), *Expert Syst. Appl.* 37 (12), 8479-8485.
- 71 Tuominen P., et al. (2017). Activités de RSE dans les coopératives de consommateurs : étude du cas des coopératives finlandaises du groupe S sur la base des rapports du conseil d'administration, (Langue originale : Anglais), *J. Co Op. Organ. Manag.* 5 (2), 108-117.
- 72 Udayasankar K. (2008). Responsabilité sociale des entreprises et taille des entreprises, (Langue originale : Anglais), *J. Bus. Ethics*, 83 (2), 167-175.
- 73 Valiogoue B. (2023). La durabilité agricole, ou l'enjeu du siècle, (Langue originale : Anglais), *Le Déméter*, 25-38.
- 74 Vanalle R.M., et al. (2017). Gestion de la chaîne d'approvisionnement verte : étude des pressions, des pratiques et des performances au sein de la chaîne d'approvisionnement automobile brésilienne, (Langue originale : Anglais), *J. Clean. Prod.* 151, 250-259.
- 75 Verma P., Singh A. (2016). Susciter la confiance des parties prenantes par le biais des rapports sur la RSE : une approche analytique, IIM Kozhikode, (Langue originale : Anglais), *Soc. Manag. Rev.* 5 (2), 186-199.
- 76 Waheed A., et al. (2020). L'impact de la responsabilité sociale des entreprises sur les tendances d'achat du point de vue de la théorie et des pratiques des parties prenantes, (Langue originale : Anglais), *Corp. Soc. Responsib. Environ. Manag.* 27 (3), 1307-1315.
- 77 Weerts D.J., Sandmann L.R. (2010). L'engagement communautaire et les rôles de dépassement des limites dans les universités de recherche, (Langue originale : Anglais), *J. High. Educ.* 81 (6), 632-657.
- 78 Yong A.G., Pearce S. (2013). Guide d'initiation à l'analyse factorielle : l'analyse factorielle exploratoire en point de mire, (Langue originale : Anglais), *Tutor. Quant. Methods Psychol.* 9 (2), 79-94.
- 79 Yoo D. (2023). Le double effet du niveau de participation sur la participation des consommateurs à la RSE participative : le rôle de l'adéquation à la RSE et du soutien social, (Langue originale : Anglais), *Behav. Sci.* 13 (4), 285p.
- 80 Yu X. (2009). Du bénéficiaire passif à la partie prenante active : la participation des travailleurs au mouvement de la RSE contre les abus en matière de travail, (Langue originale : Anglais), *J. Bus. Ethics* 87, 233-249.
- 81 Zhang Q.F., Zeng H. (2021). L'accumulation politiquement dirigée dans la Chine rurale : la formation de la classe capitaliste agraire et la nouvelle question agraire du capital, (Langue originale : Anglais), *J. Agrar. Change* 21 (4), 677-701.

Comment citer cet article par la méthode APA:

Zinsou Daniel NAKOU & Serge Francis SIMEN NANA (2025), **Responsabilité Sociale en tant que Vecteur de Durabilité au sein des Coopératives Rurales au Bénin**, *Entreprise Review*, Volume 14 (Numéro 01), Algérie : Université d'Alger 3, PP. 13-30.



Les droits d'auteur de tous les articles publiés dans cette revue sont conservés par les auteurs concernés conformément à la licence **Creative Commons Paternité-Pas d'utilisation commerciale - Pas de dérivation 4.0 International** (CC BY-NC 4.0).

Entreprise Review sous licence **Creative Commons Creative Commons Attribution – Pas d'utilisation commerciale - Prevention de derivation 4.0 International** (CC BY-NC 4.0).



The copyrights of all papers published in this journal are retained by the respective authors as per the **Creative Commons Attribution License**.

Entreprise Review is licensed under a **Creative Commons Attribution-Non Commercial license** (CC BY-NC 4.0).